



Note politique du 1^{er} mai 2026

Didier Dufau



LR : bien préparer l'échec aux Présidentielles ?

Après avoir organisé un bel échec global aux Municipales, et une tragédie à Paris, LR semble s'affairer à détruire toutes ses chances de gagner les Présidentielles qui marqueront, dès ce résultat acquis, la mort programmée de l'aventure lancée en 1958 par le Général de Gaulle. Un exemple radical de « connaissance inutile » et de refus des leçons de l'expérience. Les « chapeaux à plumes » de LR ne parviennent pas à comprendre que tout le monde se moque du bal des prétendants qui, calés sur des éléments de langage vertueux mais creux, pensent séduire mieux que leurs concurrents des électeurs qu'ils jugent manipulables à force de s'être habitués au factice et à la communication de bas étage de Monsieur Macron.

La plus grosse bêtise ressassée inlassablement par chacun de ces candidats autoproclamés : « On n'a pas besoin de programme. On sait ce qu'il faut faire. Il suffit de courage et d'expérience. J'ai les deux. Les populistes, j'en fais mon affaire ! ».

L'important pour tous ces gens-là est de pouvoir être candidat à la candidature pour avoir une exposition personnelle maximale. Le bureau de LR a demandé son avis aux militants. Ils ont désigné Bruno Retailleau comme leur candidat. Sans la moindre évocation de programme. Le mode d'investiture était la seule question posée. Pour quelles suites ? On verra bien ! Ce qu'on verra, en fait, c'est un nouveau combat pour l'investiture de droite ou de centre droit, afin de « garantir la présence au second tour ». Tous les recalés LR qui n'ont pas encore quitté le parti pensent pouvoir se présenter à leur tour à cette « secondaire ». Pour quoi faire ? Aucune importance ! Il suffira pour le gagnant d'agiter le spectre d'Oradour sur Glane et du Goulag pour être élu !

Cette obsession politicienne qui se concentre sur des choix de personnes sans jamais évoquer un projet concret connu dans le détail et permettant de convaincre les Français qu'ils vont pouvoir améliorer la réputation et le rang de la nation, leur propre moral de citoyen et leurs conditions de vie, est évidemment un chemin balisé vers l'échec.

Si vous rétorquez à ces ambitieux que, sur pratiquement tous les sujets régaliens, ils se taisent avec prudence parce que les choix ne sont pas évidents, ils tournent le dos immédiatement. Ils se déclarent tous prêts au dialogue mais se carapatent dès qu'on leur demande de clarifier leur position sur un sujet quelconque. L'Union Européenne ? Oui, naturellement, mais ... L'écologie : Oui, naturellement, mais... La sécurité intérieure : Oui, naturellement, mais... La prospérité ? Oui naturellement, mais... La dépense publique ? À réduire, naturellement, mais... La natalité ? À retrouver naturellement, mais... La fiscalité ? À réduire naturellement, mais... La bienveillance sociale ? À conserver naturellement, mais... Les droits de l'homme ? Oui, naturellement, mais...

Etc. Sur tous les sujets.

S'annonce un très joli mois de « mais ».

Et l'on prétend qu'élaborer un programme est inutile !

On se moque avec raison du « en même temps » délétère qui a tant contribué à l'effondrement de la sécurité, de la prospérité et des finances publiques françaises. Le « oui mais », n'est pas mieux. On l'a déjà expérimenté avec Giscard avec les résultats que l'on sait.

Au lieu de s'en tenir à la grande règle : **observer, comprendre, agir**, qui est la base de toute maîtrise d'une action efficace, on se complaît dans la lutte pour les candidatures, la compétition des clans, l'absence vigilante de toute vision à court, moyen et long terme. Cela dure sans interruption depuis l'échec de Nicolas Sarkozy, bientôt 15 ans. Le résultat, comme le répète avec gourmandise Alain Duhamel, est que le LR est devenu un « petit parti » dont l'impact électoral est à moins de 10%

En se contentant d'un combat des chefs, sans réflexion sur les nouvelles réalités, on se prive de tenir compte des évolutions positives qui peuvent se manifester tout en démontrant qu'on n'a pas la moindre idée des solutions nécessaires pour contrer les évolutions négatives qui nous entravent.

Il n'est pas inutile de passer en revue ces éléments positifs et négatifs.

I- **Les éléments positifs : « le terminus des prétentieux ».**

1. **Le terminus du macronisme**

Il ne reste rien d'Emmanuel Macron, sinon sa quête permanente et obsessionnelle d'un avenir personnel superlatif, préparé avec le plus grand soin, des mois voire des années à l'avance, en utilisant tous les leviers dont il peut se saisir. Rien d'autre que lui-même n'a compté pour lui depuis 2013 et tout le monde a constaté les résultats :

Des erreurs terrifiantes comme l'arrêt de Fessenheim ou la suppression de la taxe d'habitation ou encore le dénigrement du pays, de son histoire et de certains de ses habitants

L'enfoncement du pays sans autre réaction que des effets de communication

La guignolisation de la fonction de président de la République

Une dissolution délirante qui casse le fonctionnement régulier des institutions.

La fin de son second mandat restera une honte durable pour le pays. Que certains LR aient cru pouvoir satisfaire leurs ambitions personnelles en profitant du désastre est particulièrement déplaisant.

L'enjeu de la carrière de Macron va se jouer en Europe plus qu'en France. Cette ambition va faire du tort au pays. Il faut l'annoncer et la faire avorter, notamment en s'attaquant fermement à toutes les initiatives des ralliés de voir prolonger leurs carrières basées sur l'oubli et le néant, comme celle de MM. Attal et Philippe. Ils ont joué leur jeu personnel en exploitant le jeu personnel de Macron, cautionnant et illustrant le désastre. Dehors !

2. Le terminus du Modem

M. Bayrou s'est suicidé politiquement pendant l'été 2025. La sanction a été la perte de la mairie de Pau. Dernier coup de pied de l'âne, Il a fait perdre LR à Paris, une fois de plus, en permettant à quelques affidés de profiter de quelques places dans le mépris général. Après avoir gêné toute la vie politique depuis l'époque de Giscard, Bayrou est mort. Dont acte. RIP.

3. Le terminus des LR ralliés à Macron

Qui peut croire, avec l'échec monstrueux de Rachida Dati, imaginé par Emmanuel Macron, mis en musique par MM. Maillard et Alphand, parachevé par les manœuvres de M. Bournazel, qu'on puisse travailler sérieusement avec les ralliés au macronisme ?



Cela partait mal...

M. Wauquiez l'a cru, pour faire pièce à M. Retailleau. Tout le monde a joué son petit numéro politicien. Pour le pire !

Basta cosi !

4 Le terminus de Mélenchon

En s'associant à des milices qui ont tué, en sombrant par opportunisme politicien dans un clientélisme abject auprès de la rue musulmane, chauffée à blanc par un antisémitisme lamentable, M. Mélenchon a marqué sa sortie du jeu démocratique.

Le triomphe délirant de sa « bordélisation » antirépublicaine, à Saint Denis et à Tourcoing, doit marquer la fin de la complaisance. Le seul avenir de Mélenchon et de ses comparses est leur expulsion du champ politique républicain.

5. Le terminus du lepénisme

Marine Le Pen sera rendue inéligible par la justice en juillet 2026, laissant à un jeune homme propre sur lui et désormais « Prince qu'on sort », le soin de porter un programme protestataire qui n'a aucune chance de sortir le pays de ses difficultés.

Lors que J.F. Copé dénonce l'inefficacité du populisme dans son dernier livre, il a raison, mais seulement si l'on admet que les propositions du PS éructées par des Enarques comme Vallaud ou Hollande sont également de pure essence populiste, et que la révérence à gauche de certains LR l'est aussi.

Ce n'est pas en dénonçant le populisme des extrêmes, sans voir celui des partis dits de gouvernement qui ont provoqué l'enfoncement du pays, qu'on gagnera. Ce n'est pas non plus en évoquant Oradour sur Glane que l'on fera comprendre aux Français que la torpille lepéniste lancée sous la ligne de flottaison du navire gaulliste vient de s'échouer sur les rives des Deux Siciles. La seule vraie réponse et de proposer un programme. Un vrai ! Ce que ne peut pas faire le RN, le PS, les Centres et LFI, qui sont prisonniers de leurs contradictions et de leur démagogie.

6. Le terminus de l'énarchie « compassionnelle et bienveillante »

L'aventure Macron n'a été possible qu'en exploitant à fond les ressorts de la caste des Enarques politiciens qui se croient une vocation politique d'essence supérieure, et qui ont, non seulement, envahi mais préempté toute la politique en France.

Tenant l'Administration, avec des pouvoirs concédés gigantesques, les cabinets, les postes de ministres, les organes de contrôles, les postes de premiers ministres, beaucoup de présidences de partis, et la Présidence de la République, la haute Administration a pris le pouvoir en France depuis près de 50 ans, en faussant gravement l'esprit de la République et avec des résultats inévitables : impôts et taxes, subventions généralisées, réglementations obsessionnelles, européisme servile, etc.

En voulant arbitrer la société et privilégier l'État, ils ont laissé involontairement prospérer dans le pays l'idée délétère que la démocratie était confisquée et qu'il fallait « aller aux extrêmes pour déverrouiller le système ». Les Bonnets Rouges, puis des Gilets Jaunes, puis des Gueux, marquent la fin de la bonne conscience énarquique.

Toutes les théories de la démocratie postulent que l'Administration doit être politiquement neutre et qu'un mur doit être installé entre l'Administration et la politique. Après la terrible défaite de mai 1940, les Inspecteurs des Finances se sont révoltés contre l'impérialisme politique qui avait conduit au désastre. C'était bien intentionné, mais attentatoire au jeu normal de la démocratie et a fini par nourrir des mouvements « populistes » ultrapuissants. Un point que l'ami Copé laisse prudemment de côté dans son dernier livre.

L'ineptie d'Emmanuel Macron a finalement tué de l'intérieur l'énarchie compassionnelle et bienveillante. Il faut remettre les règles de la démocratie au centre des débats. Le surmoi démocratique des Français ne doit pas être sous-estimé. Le livre de l'Énarque socialiste Boris Vallaud qui prétend imposer la « démarchandisation » de la société française, fait littéralement vomir quand on sait qu'il n'a jamais produit la moindre richesse, cumule les rémunérations publiques depuis toujours et a « marchandé » son soutien à l'Énarque Macron, contre la nomination à vie de sa femme à la Cour des Comptes. Il est parfaitement digne de son complice, l'énarque bidochon, Hollande, qui se flatte à tout propos des gratuités qu'il a distribuées pour se faire élire et tenter de rester en politique. Auteur de la phrase la plus démagogique de ces dernières décennies, « C'est gratuit, c'est l'État qui paie », l'ancien président méprisé a fait de l'achat de vote, c'est-à-dire de la marchandisation de la politique et de sa carrière, son unique projet.

Il faut mettre fin à « l'énarchie compassionnelle et bienveillante » de gauche, du centre et de droite, qui ne sait rien créer mais vole les uns pour avoir les faveurs des autres et des postes de Satrapes, au mépris total et constant de l'intérêt général. Si l'on veut être élu au Sénat ou à l'Assemblée nationale, on renonce à tout statut. Ceux qui votent le budget ne peuvent pas être ceux qui en vivent !

7. Le terminus de « l'escrologie »

La lutte contre les pollutions et pour un environnement sain est une politique fondamentale, menée depuis des lustres en France et qui a pris une importance particulière après la guerre de Quarante, avec l'éradication des zones urbaines de taudis, le contrôle de l'abattage des animaux, la lutte contre la pollution au plomb, le contrôle des eaux pouvant donner la typhoïde. Elle a changé de nature après 1967, avec le déménagement des industries hors de Paris par la Datar, premier exemple d'un risque économique grotesque pris au nom de l'environnement. Quasiment toutes les activités expédiées en province ont disparu. La crise du pétrole et la rançon exigée par les pays pétroliers ont imposé un effort magistral dans le nucléaire, en même temps que le charbon

disparaissait progressivement du transport et de la production d'électricité. La circulation automobile a été contrainte à restreindre ses émissions polluantes. Personne ne contestait ces politiques.

Tout va changer avec l'action menée par un certain Maurice Strong, au nom de l'ONU et d'un lobby très peu nombreux mélangeant associations, milliardaires, et lobbyistes, qui a parfaitement réussi, dans la foulée d'un premier succès, le protocole de Montréal (qui prétend juguler un « trou de l'ozone » qui n'a jamais été aussi grand en novembre 2022, quelques décennies plus tard !), à obtenir le triomphe de la mise en cause du CO2, accusé de provoquer un réchauffement climatique mortel pour le vivant à court terme. Ce petit groupe a fait naître une panique universelle et a imposé une action mondiale de « transition ».

L'écologie devînt alors une crainte millénariste et une religion anti économique, anti capitaliste, antinucléaire, anti agricole, criminalisant l'action délétère et suicidaire de l'homme, idéalisant la déesse nature supérieure à l'homme, et affirmant qu'il fallait désormais, au nom de la survie du vivant, instituer une propagande d'Etat, avec interdiction de la contester, en faveur d'une mythique transition à mener sans se préoccuper des coûts et des conséquences. Cette pression idéologique a été plus que relayée par l'Union Européenne qui voit M. Timmermans, soucieux d'un soutien des Verts pour satisfaire ses ambitions électorales en Hollande, décider que l'Union Européenne serait en pointe dans ce combat, quelles qu'en soient les conséquences.

Cette folie va enrichir certains lobbies et provoquer de tels effets, que le retour de bâton était obligatoire. Le suicide économique pour sauver le vivant et purifier l'humanité pénitente, c'est bien, mais ruiner des pays au profit de prébendiers, cela ne pouvait pas durer éternellement. Les oreilles désormais sifflent et les œillères tombent. Le dernier livre de Christian Gérondeau, « la décarbonation inutile », donne le coup de grâce avec deux chiffres fondamentaux : La masse de CO2 dans l'atmosphère est de 3.300 milliards de tonnes. La suppression de l'émission de CO2 par l'Union européenne, évitera d'y ajouter 1 milliard de tonnes, c'est-à-dire une quantité ultra-négligeable dont l'effet ne peut être que nul. La décarbonation totale ne sert à rien. Un gâchis à 1000 milliards d'euros pour la France ! Une dinguerie inexcusable !

On reviendra progressivement à la lutte normale contre les pollutions. Sans hystérie ni malhonnêteté. Tant mieux ! Même si un gros effort de pédagogie reste encore nécessaire pour déciller l'ensemble de l'électorat, intoxiqué par trois décennies de propagande outrancière et souvent mensongère.

8. Le terminus des juges rouges

On est d'accord. Tous les juges français, sauf un, ont prêté serment au Maréchal Pétain. Que la corporation ait voulu se refaire une réputation après mai 1968, c'est compréhensible, encore qu'il fût bien tard. La publication de Mémoires d'anciens juges se confondant en excuses pour avoir été plus dur avec les

délinquants qu'avec les « salauds de bourgeois » avait quelque chose de ridicule qui en masquait l'aspect passablement abject. La suite a été lamentable avec le syndicat de la Magistrature, un syndicat inconstitutionnel car bravant l'obligation de neutralité politique, avec des actions coordonnées contre la délinquance en col blanc considérée comme la seule digne d'intérêt, des décisions ahurissantes tenant compte des caractéristiques non pas des faits mais de la personnalité des parties en cause, la chasse aux hommes politiques de droite, toujours plus hauts... Le premier coup d'arrêt a été la découverte publique du « mur des cons », insultant des parents d'enfants assassinés. Il aurait fallu dissoudre aussitôt ce syndicat inconstitutionnel. La lâcheté a prévalu. L'affaire du petit Elias assassiné à la machette par des jeunes délinquants couvés par la mairie du XIV^e arrondissement de Paris et des juges indignes, a clos l'affaire. La morgue, le mépris, la réduction à l'extrémisme de droite de la demande de la maman de rencontrer ces juges pour qu'ils s'expliquent, met un terme définitif à la complaisance pour ces gens-là. Plus jamais cela ! Il faut instituer un crime de « justicialisme », cette volonté politique de gauche d'exploiter un poste de juge pour mener une guerre idéologique et politique partisane.

9. Le terminus du wokisme débilitant

La victimisation générale, l'interdiction de tout discours critique assimilé à une phobie, le refus de voir la réalité, l'effondrement démocratique et démographique, et plus généralement la bêtise crasse des réclamations « wokistes », ont montré de façon tellement cruelle leurs méfaits, qu'il n'y a plus qu'à retirer l'échelle. La phobie du blanc mâle hétérosexuel, l'antisémitisme virulent, la repentance permanente et la démoralisation de la jeunesse, se sont cumulés avec le dressage de piloris et le lynchage sans vergogne. Les dégâts sont injustifiables.

Reste à recoller les morceaux et à expulser du débat démocratique ces attitudes dignes de la révolution culturelle effarante de Mao Tsé Tong, un vieux dada rouge sang enfourché sans dégoût, pas seulement par des tendances gauchistes.

10. Le terminus de l'Atlantisme bêlant

Il aura fallu attendre la grossièreté méprisante d'un Trump pour admettre que les Etats-Unis n'étaient pas la nounou bienveillante de l'Occident. Reconnaissons-le : il a tout bien dit pour signer la mort de l'Atlantisme façon Lecanuet. Une nouvelle page s'ouvre.

11. Le terminus de l'Européisme bêlant

M. Bruno Lemaire, ministre des Finances pendant ses longues années macronistes, totalement baignées dans l'européisme d'icelui, écrit dans son

dernier livre : « L'Union Européenne a l'apparence de la démocratie, obéit aux règles de la démocratie, respecte scrupuleusement les procédures de la démocratie mais fonctionne en vérité comme une mécanique technocratique hors de contrôle. **Un Monstre !** ». On croirait qu'il parle de la France ! Il aide à comprendre qu'une certaine idée de l'Europe est désormais derrière nous. Le cabri s'est cassé la figure. Il faut dire que les pertes massives dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le secteur énergétique etc., associées à un laxisme migratoire quasi-total, et une stagnation économique de longue durée, commencent à montrer leurs effets. Il faut désormais effectuer un effort global pour redessiner les contours de la relation entre la France et l'Europe et la configuration de cette dernière.

La démocratie « Canada dry » n'est pas la démocratie. Une fois encore, revient au premier plan la nécessité morale et politique de cesser les atteintes « bien intentionnées » à la démocratie.

Chiche ?

12. Le terminus des Mollahs et de la prédation pétrolière

Qui avait imaginé à quel niveau de militarisation agressive les Mollahs, s'appuyant sur une organisation de type hitlérienne et les revenus du pétrole, étaient parvenus ? Comment les laisser faire plus longtemps ? Trump a tranché après l'horreur organisée par le Hamas en Israël, et l'extension et la force atteintes par les mouvements terroristes nourris par l'Iran.

La France et l'Europe sont hors de ce combat. Ce n'est pas à leur honneur, même si la gougnaférie de Trump en est largement responsable.

Il fallait effectivement casser cette « montée à l'abîme » ou cette « descente aux enfers », comme on voudra, et nous devons naturellement aller jusqu'au bout de ce combat. L'Iran ne peut plus se comporter comme ses dirigeants l'ont fait, semant la mort partout avec un arsenal de plus en plus délirant et mortel à terme pour l'Occident (au minimum).

Conclusion : reconstruire au lieu de déconstruire

Ces effondrements, tous assez positifs quand on s'attache au fond des choses, somment la classe politique et notamment LR de reconstruire. Tout est à rebâtir. Ce n'est pas facile, bien sûr. Mais pourquoi maintenir un silence de plomb sur des questions qui désormais sont ouvertes à un débat fondamental ? Il faut observer, comprendre et agir ! Pas jouer les autruches apeurées qui la tête dans le sable, agitent leurs plumes pour faire semblant d'exister.

Est-ce vraiment si difficile à comprendre ? Si courageux à décider ?

II- Les éléments négatifs à prendre en compte

1- L'extraordinaire fragilité interne de la France stagnante : un exemple.

Une rapide visite dans la « France profonde », même perçue comme relativement prospère, montre la fragilité systémique du pays.

Prenons le cas du triangle Barfleur, Carentan, Valognes, Sainte-Mère-l'Eglise, Isigny, Grandcamp-Maizy, aux confins de la Manche et du Calvados. Il est politiquement intéressant car on n'aurait jamais imaginé que LFI y gagne des élections en particulier à Ste Mère, haut lieu du débarquement américain où pend fièrement un parachutiste américain sur le sommet de l'église.



Parachutiste américain

Le revenu imposable moyen annuel dans cette zone ne dépasse pas 32 000 euros. On sait qu'en moyenne, 56 % des Français reçoivent de l'État plus qu'ils ne paient. Ici, la proportion doit être supérieure à 60 %. L'examen des activités montre une dépendance majeure aux activités bénéficiant d'un financement public. La première est l'agriculture, essentiellement l'élevage pour la viande et le lait. Le pilotage se fait à la Commission de l'Union Européenne, qui fixe les prix, les subventions, les réglementations. Elle vient de baisser de 20 centimes le prix du lait et menace d'interdire l'élevage au nom de la fantasmagorique transition climatique. L'argent public coule à flots en même temps qu'une forme de haine s'est installée contre les écolos qui imposent jachère et misère. Le droit de propriété des terres est malmené en faveur des « paysans » dans un régime de propriété des terres plus proche du communisme que du libéralisme.

La seconde activité est le transport. L'industrie et l'agriculture française ne produisant plus qu'une part minoritaire de la plupart des produits consommés, l'essentiel vient d'ailleurs. Tous les accès à la zone voient un déferlement d'énormes camions qui alimentent les zones commerciales et de milliers de « camionnettes blanches » qui assurent la répartition de détail. La CGT ayant bloqué les ports français, on sait que leur activité n'a crû que de 1 % contre 100 % pour les ports européens et notamment Rotterdam. L'excédent commercial de la Hollande vis-à-vis de la France est délirant.



Une des conséquences du blocage des ports par la CGT

Autre activité florissante : les travaux publics. Le financement, une fois de plus, est entièrement public. Des travaux sont en cours partout, comme si l'argent public était disponible sans limite. La création de ronds-points est active comme celle des pièges à automobilistes saugrenus au nom de l'écologie. Les pistes à vélos pointent leur nez.

L'Administration est le rêve ultime. Disposer d'un revenu à vie sans trop de contraintes, tel est l'objectif. Les bords de mer sont devenus un must pour les fonctionnaires venant de toute la France. Pour un juge, vivre au plus près de la nature, pouvoir investir dans la maison qui recueillera le retraité, avec un emprunt sur 30 ans, est devenu un rêve. Surveiller à vie la bonne évacuation des eaux usées des villas de bord de mer devient un bonheur éveillé pour un ingénieur prudent. Toutes les familles essaient d'avoir au moins un membre fonctionnaire. Paradoxe, les services publics de proximité disparaissent : les panneaux annonçant qu'on recherche un médecin, ou protestant contre la fermeture d'une école ou d'une poste ou d'un hôpital sont légion. Il faut constamment se déplacer et vive la voiture !

L'immobilier a été porté par le grand mouvement des fonctionnaires et des retraités vers le bord de mer, le développement du R'nB et le tourisme de masse, mais aussi le choix de certains cadres ou patrons de sociétés de services, de certains avocats, acteurs, écrivains de se déplacer dans des lieux vacanciers de bords de mer. C'est attesté par un projet très rationnel, même s'il n'est pas dans l'esprit médiatique actuel, qui vise à créer une compagnie d'aviation spécialisée dans la desserte de l'ouest de la France et des villes côtières. Son animateur déclare (le Figaro du 30 avril) : « la démographie va aller vers les littoraux et ces dernières années nous ont démontré qu'il y aurait une demande de transports pour du travail hybride, avec la possibilité de voir ses clients rapidement ».

Actuellement, les retraités forment le gros du mouvement. La masse des retraites versée dépend de financements publics, une fois de plus. Et la prospérité des commerçants est directement fonction de leurs dépenses. Souvent, on évoque le dynamisme local en citant le nombre en effet très important d'entreprises. Ce sont le plus souvent des TPE liées au bâtiment. Le nombre des camionnettes blanches et des SUV est corrélé. Leur problème : trouver des compagnons, car il n'y a plus de jeunes et encore moins de jeunes formés et intéressés par ces métiers. La concurrence des

grands services publics comme EDF, ou des grandes activités en réseaux ou des postes en mairie, rend les recrutements difficiles et beaucoup d'entreprises meurent dès le départ à la retraite de leur fondateur.



Le nouveau marin viking

La disparition des enfants impose de recruter des immigrants partout, comme sur les bateaux de pêche.



Une vision de la jeunesse

Quelle synthèse proposer ? Cette région est très active, en sachant que l'essentiel de l'activité est fondé sur l'argent public et le pétrole, et contrainte par la disparition des jeunes. Or ces deux ressources deviennent rares et chères, pour ne pas dire évanescentes, alors que l'effondrement démographique s'amplifie.

Ce qui caractérise la région est donc **la fragilité et l'inquiétude** pour l'avenir qui nourrit les ressentiments et des partis « populistes » dans des endroits où on ne l'imaginait pas.

On comprend que des mots comme « rupture », « réduction massive de la dépense publique », « réforme des retraites », « réduction du nombre de fonctionnaires », « arrêt de la circulation automobile », « hausse du prix de l'essence », ont des effets délétères.

Affirmer que la France est droguée à la dépense publique est une vérité. Mais, on ne sortira pas de cette addiction sans tenir un discours réaliste qui ne provoque pas immédiatement le rejet dans le « populisme » de territoires qui sont dans une fragilité « limite », où l'inquiétude du lendemain règne et la demande de protection prévaut.

La tripartition française entre les grandes villes boboisées, les banlieues islamisées et la France agricole précarisée est certes une vision un peu simpliste. Ne pas en tenir compte dans la formulation d'un projet politique confinerait à la plus grande sottise.

2- La militarisation des relations internationales et l'impréparation française

« Il n'aura fallu que 24 heures à l'armée azerbaïdjanaise pour obtenir la reddition de l'enclave arménienne du Haut Karabakh. Les combats, qui ont fait quelque 200 morts, ont pris fin hier lorsque les dirigeants de l'enclave, ont accepté les conditions de Bakou. C'est la fin de la République autoproclamée d'Artsakh, le nom que les indépendantistes donnent au Haut Karabakh ». **24 heures** ! La raison ? L'emploi massif de drones turcs contre lesquels les Arméniens n'avaient pas de défense.

Personne n'a vu venir dans les milieux militaires français cette force militaire nouvelle qui a cassé tous les codes. Peu chers, construits par milliers dans des pays émergents, ils remettent en cause tous les schémas tactiques et stratégiques. Les pays développés avec des armées peu nombreuses et des engins très coûteux sont pris à revers.

L'Europe qui a voulu profiter à fond des dividendes de la paix et pour le reste a fait confiance au parapluie américain se retrouve vulnérable. La France a certes une arme atomique autonome, mais n'a plus les ressources nécessaires pour créer un format militaire adapté à une guerre « moderne ».

Le risque d'une intervention russe rapidement victorieuse dans les pays baltes est réel.

En attendant la guerre est partout en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et ça et là en Asie.

Les forces françaises sont en recul également partout, notamment en Afrique et au Moyen Orient.

Nous n'avons pas le premier sou pour relever ce défi militaire titanesque avec un PIB par tête qui devient ridicule, un déficit budgétaire abyssal et une démographie en berne. Les politiques obscènes de bêtise crasse que le socialisme et le centrisme ont sacralisées nous ont plongés dans une situation militaire alarmante et imprévisible.

La France se retrouve avec une fragilité intérieure et une vulnérabilité extérieure. Bravo !

3- Les deux questions lancinantes qui laminent tous les projets : les organisations internationales monétaires défailantes ; l'effondrement démographique.

Quelles que pourraient être notre vertu et la qualité de nos politiques proprement françaises, nous sommes contraints par les méfaits d'une organisation monétaire internationale et européenne calamiteuse. Depuis l'instauration des changes flottants, le monde a connu cinq récessions majeures (1973, 1982, 1993, 2 001, 2008), et on s'attend à la sixième dans un avenir proche. Le silence sur cette calamité est total. Il nous faut établir une diplomatie de la prospérité et tenter par tout moyen de mettre fin à ce désordre qui nous tire périodiquement vers le bas, aggravant nos propres sottises.

Il faut également réformer l'Euro. Si nous devons comme Trump l'a fait, monter les droits de douane avec l'Allemagne pour compenser les déséquilibres que nous subissons, il faudrait les accroître de plus de... 100 %.

Si on ne fait rien et que la France continue de subir béatement, aucun redressement n'est possible.

Après des décennies d'occultation, de négation et de minimisation, le drame de l'effondrement des naissances est enfin reconnu. Tout était prévisible mais nous avons voulu faire l'autruche. Les prévisions à 50 ans sont tragiques. Il n'y aura bientôt plus que 5 millions de moins de 20 ans en France, signant la disparition du pays. Remilitarisation et réindustrialisation sont strictement impossibles dans un tel contexte. Tous ceux qui avertissaient ont été ridiculisés, sortis du champ médiatique, bannis de la vie politique. On a constitutionnalisé l'avortement gratuit sans limite de temps, l'année même où nous avons cessé de connaître le renouvellement générationnel. Un mélange de féminisme dévoyé et d'écologisme pour débile mental a expliqué que le bébé occidental serait un futur pollueur qui tuerait la terre et qu'il fallait empêcher cela en abandonnant l'enfantement au tiers-monde, tellement vertueux !

Que font les autorités publiques macronistes pour tenter de casser l'évolution désastreuse de la natalité ? Rien !

Chut !!!

Disons-le crûment : si nous sommes incapables de mettre fin aux vices des systèmes monétaires internationaux et à la disparition des naissances, la France ne passera pas le XXI^e siècle !

Position de LR sur ces questions à proprement parler vitales ? Néant sur la question des systèmes monétaires foireux et timidement naissante sur la question démographique.

Doit-on vraiment s'en féliciter ?

III- LR a six mois pour construire un vrai programme collectif. Sinon le parti mourra et la France sera bien mal partie !

Les circonstances sont tellement graves, les perspectives tellement sinistres et l'opinion publique tellement fractionnée, que le petit jeu habituel des présidentiables

est devenu non seulement incongru mais irresponsable. Il faut élever le niveau et pas de façon minimale.

La France n'a, en vérité, qu'une seule voie de salut, avec quatre politiques à mener avec détermination et persévérance :

- Retrouver les mille milliards de PIB annuel qu'elle a abandonné en se vautrant à corps perdu dans un socialo centrisme qui confine au communisme mou. Nous avons donné le calcul dans une de nos notes précédentes : reprendre notre rang signifie 500 milliards d'euros de plus pour l'État et ses dépendances. 500 milliards pour les Français et leur revenu, par an.
- Rétablir la sécurité intérieure et l'efficacité répressive de la Justice
- Réenchanter massivement le mariage et la natalité.
- Mener une diplomatie de la prospérité.

Toutes les autres questions doivent rester secondaires face à ces quatre exigences.

On comprend immédiatement que les faux débats sur libéralisme ou social, sont totalement à côté de la plaque. Si nous retrouvons les mille milliards d'euros perdus, nous avons la possibilité de mener une politique sociale active et, pour obtenir ce résultat, il faudra impérativement revenir à des politiques économiques plus libérales. Et Bertrand et Pradié et Juvin et Lisnard sont bienvenus dans la construction du programme. Les arbitrages seront faits par les militants LR et le programme définitif doit être voté par les militants. Tous les cadres de LR qui ne voudront pas porter ce programme seront tout simplement exclus du parti. Les candidats ne pourront avoir l'investiture pour les législatives qu'après s'être engagés à défendre et illustrer le programme unitaire collectif. Que les ambitieux se révèlent par la qualité de leur promotion électorale du programme !

Naturellement il faut laisser de côté pour les mois à venir la question du candidat unique de la droite et du centre.

On se retrouve dans les affres de 1990 au RPR, lorsque Seguin affirmait : « Le RPR doit se régénérer et régénérer l'opposition », ajoutant qu'il était nécessaire de proposer « les moyens d'une renaissance nationale ». On attend toujours !

Si LR se présente en novembre 2026 armé et casqué pour reconstruire un avenir pour la France, les singeries centristes et socialistes paraîtront pour ce qu'elles sont : un nouvel assommoir national et la confirmation de l'effondrement de la nation. Les anciens RPR et LR qui ont quitté le parti devant la pusillanimité de LR face aux questions nationales critiques, ont vocation à être associés au projet et de s'y rallier.

Bruno Retailleau n'est légitime que s'il porte la perspective d'un programme collectif voté par l'ensemble des adhérents. S'il veut gérer sa seule candidature, appuyée, comme le font ses concurrents, sur un simulacre de programme réduit à des éléments de langage conçus par des publicitaires, il sombrera et avec lui le parti. Tous les chapeaux à plumes de LR n'ont d'avenir que si LR parvient à se présenter comme la seule **forteresse contre l'effondrement** et **le seul moteur sérieux et positif pour**

l'avenir. Comme au rugby, il faut que le pack soit fort pour que les trois-quarts brillent. Et seule la victoire est belle.

Edouard Balladur ne s'y est pas trompé.

Dans son intervention du 29 avril au Figaro, il le dit clairement : « ***Dans l'immédiat tous les efforts doivent être consacrés à se mettre d'accord sur un projet de réforme courageux*** ». Gardons à l'esprit que d'autres peuvent construire ce programme et préempter les solutions décisives. Il ne resterait à LR qu'à contempler une défaite de plus et sa mort programmée, sans même avoir à voter la loi sur le suicide assisté.

Bruno Retailleau, semblant acter la faiblesse de LR, suit, comme candidat LR choisi par les militants, une politique de petits pas thématiques, imitant le Petit Poucet jalonnant sa route de petits cailloux programmatiques. Les vagues de l'information les recouvrent les uns après les autres. Ils sont bien blancs et parfaitement polis. Ils posent la vision officielle de LR mettant les candidats putatifs interne en rupture. A court terme, la tactique permet de juguler les démangeaisons de candidatures qui se multiplient au sein du mouvement. Peut-être qu'en janvier 2027, ils formeront une énorme pyramide programmatique. Pas besoin de construction collective puisque la légitimité partisane est acquise ! L'Affiche Blanche a toujours eu ses vertus électorales !

Franchement, cette aventure solitaire, pointilliste et diluée est un pari qui nous paraît plus risqué que prudent, bien qu'on imagine que des « spin doctors » habiles le cautionnent. Nous serons les premiers à nous couvrir la tête de cendres si elle mène à la victoire.

En attendant, un effort unitaire et collectif, complet et portant sur l'essentiel, avec des choix forts puissamment défendus, annonçant des résultats positifs fondamentaux permettant des ralliements et forçant l'intérêt des Français, nous paraît le seul moyen de gagner.

Oui ! Nous croyons nécessaire de changer de braquet. Rapidement !

IV- Conclusions

Notre proposition : LR doit immédiatement changer de nom et bâtir un vrai projet

Le projet : **Défense de la Cinquième République et sauvetage de la France.**

Le nom : **Force Française** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



La base militante crie au président du mouvement : tout est là pour agir vraiment et cesser de vasouiller ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Un peu de discernement et de courage permet de savoir exactement ce qu'il faut faire. Alors mobilisons tout le courage intellectuel et tout le crédit politique disponible et on fonce !

Et, on frappe avec la dureté nécessaire tous les **naufrageurs** de la Cinquième République, notamment les **socialistes slumdogs millionnaires, roses, rouges ou verts, tentés à nouveau par des options trotskistes c'est-à-dire communistes et violentes, défendues par des milices dont on vient de voir qu'elles peuvent tuer, et les centristes extrémistes de la vacuité cupide.**

Rien n'est plus urgent que se consacrer à plein temps et de façon unitaire au programme de sauvetage national.

Passons à la contre-attaque ! Avec force. Tout de suite. En se concentrant **exclusivement sur le programme dans les six mois à venir !**



(En vérité, à partir de demain ! 1^{er} mai oblige.)